

**L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Comme je l'ai déjà mentionné, nous sommes prêts à collaborer avec les provinces—et le gouvernement le leur a dit—à des projets d'essai touchant le revenu annuel garanti. Le Manitoba en a présenté un que nous sommes disposés à examiner, comme nous le lui avons dit, et l'Ontario en envisage un aussi, je crois.

**M. Marshall:** Vu la réponse et étant donné qu'une étude est en cours, le ministre peut-il indiquer si les mesures relatives à la sécurité du revenu familial qu'on vient de présenter répondront aux besoins, ou est-ce à dire, vu qu'une telle étude est en cours, qu'elles ne régleront pas les problèmes des pauvres?

\* \* \*

### LE CABINET

#### LE CAS DU MINISTRE DES FINANCES ET L'ANALYSE DES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

**M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est):** Pour revenir aux questions précédentes relatives à l'économie et parce que son incertitude au sujet des tendances économiques inquiète un grand nombre d'entre nous, je voudrais demander au premier ministre s'il est prêt à admettre qu'il a de graves réserves au sujet de l'analyse économique que le ministre et le ministère des Finances ont présentée sur notre situation actuelle et sur notre avenir et, si oui, s'il a songé à demander au ministre des Finances de se retirer de lui-même pour laisser son portefeuille à quelqu'un d'autre?

**M. l'Orateur:** A l'ordre.

\* \* \*

### LES GRAINS

#### L'ÉTUDE DE LA MANUTENTION ET DU TRANSPORT

**M. J. H. Horner (Crowfoot):** Je voudrais poser une question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'immigration chargé de la Commission canadienne du blé. L'étude sur la manipulation et le transport des céréales est-elle terminée et quand pouvons-nous compter qu'elle sera rendue publique?

**L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Certaines parties de ces études sont parvenues au point où des discussions confidentielles se poursuivent avec certaines compagnies très intéressées. Aucune décision n'a encore été prise au sujet de la date à laquelle la version définitive de l'étude sera publiée.

**M. Jack Murta (Lisgar):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire au ministre responsable de la Commission canadienne du blé. Le rapport recommande-t-il la construction d'élevateurs terminus à l'intérieur des Prairies où les céréales seraient nettoyées et traitées afin de rendre l'exploitation plus efficace.

[M. Marshall.]

**L'hon. M. Lang:** Comme on l'a signalé à maintes reprises, les études approfondies portent sur une grande variété de possibilités, dont le coût du système actuel. L'objet principal de ces études est de présenter aux producteurs les faits et les diverses possibilités qui leur sont offertes afin de leur permettre de faire leur choix eux-même quant au système éventuel. Les études en tant que telles ne présentent aucune recommandation, mais elles exposent les faits et les chiffres qui serviront de guide à ceux qui voudront les examiner.

\* \* \*

### L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

#### LA FERMETURE DE LA FABRIQUE DE PÂTE DE SHEET HARBOUR—LES MESURES ENVISAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT

**M. Elmer MacKay (Central Nova):** Ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Étant donné la situation économique critique dans laquelle se trouve la côte est de la Nouvelle-Écosse, par suite de la fermeture de la Scott Maritimes Pulp Mill, pour ainsi dire la seule industrie de la localité, le ministre nous dirait-il quelles mesures, s'il en est, on prend pour rétablir la situation?

**L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale):** Je vais m'informer et transmettre les renseignements au député.

**M. Muir:** Vous ne savez donc absolument rien?

[Plus tard]

**M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est):** Ma question est supplémentaire à celle que mon collègue de la Nouvelle-Écosse a posée plus tôt, et je l'adresse soit au ministre de l'Expansion économique régionale, soit au premier ministre. Je suis très inquiet. Vu le caractère de la réponse, je me demande si le premier ministre de la Nouvelle-Écosse n'a pas communiqué personnellement avec le premier ministre, ou avec le ministre au sujet de la situation à Sheet Harbour?

**M. l'Orateur:** Le député de Kootenay-Ouest a la parole.

**L'hon. M. Hees:** Pas de réponse, comme d'habitude.

**M. Forrestall:** Monsieur l'Orateur, je demande la parole pour soulever la question de privilège. Je ne puis passer sous silence les déclarations fort trompeuses des représentants élus du gouvernement d'en face et de celui de la Nouvelle-Écosse, déclarations qui traduisent leur attitude vis-à-vis des chômeurs de Sheet Harbour. Je dois m'y opposer le plus énergiquement possible. Ils ont ou ils n'ont pas communiqué, et à mon avis les gens de Sheet Harbour ont droit à une réponse directe.

**L'hon. M. Marchand:** Monsieur l'Orateur, ma réponse demeure la même. J'ai droit, je crois, à m'assurer des faits avant de donner une réponse, ce que je ferai tout de suite. Je donnerai ma réponse demain.